

2 Débats

Sénégal: au nom de nos ancêtres, préservez notre pays!

OPINION



EL HADJI GORGUI WADE NDOYE
CORRESPONDANT À GENÈVE DU «SOLEIL»
DE DAKAR; INITIATEUR DES RENCONTRES
GINGEMBRE LITTÉRAIRE

«J'espère que ça va et que le moral n'est pas à plat avec les événements du pays», m'écrivait un frère sénégalais genevois, en voyage d'affaires en Tanzanie. «Salam grand, eh bien, oui, une immense tristesse, une désolation et un sentiment de honte».

En effet, le verdict de la Chambre criminelle de Dakar rendu le 1er juin, requalifiant les faits de viol reprochés à l'opposant Ousmane Sonko sur l'ancienne masseuse Adjil Sarr en corruption de jeunesse, et le déclarant coupable de ce chef avec une peine de 2 ans d'emprisonnement fermes dans l'affaire «Sweet Beauté», a plongé le Sénégal dans une forme de guérilla opposant les partisans du politicien et les forces de sécurité (pas l'armée!) avec un bilan officiel de 16 morts. Des opposants et une partie de la jeunesse ont vu dans ce verdict une manipulation de la justice et une volonté politique du gouvernement d'écarter M. Sonko, président du parti Pastef arrivé 3e à la présidentielle de 2019, avec 15% de l'électorat. Ce parti s'est depuis bien massifié et constitue une réelle force.

Beaucoup d'observateurs alertent depuis longtemps sur la montée dangereuse du discours de la haine, la banalisation de la violence, l'infiltration des fausses nouvelles jusque dans les rédactions, et sur le pourrissement de l'espace public avec l'anéantissement

du logos imposé par une vision binaire et une prise en otage de la dialectique par les politiciens de tous bords: soit on est avec Sonko, soit on est avec Macky Sall! Des intellectuels ont déserté le débat public, refusant ce manichéisme. Sur les réseaux sociaux, des appels à la violence, au meurtre, à la destruction des biens publics et privés sont lancés.

Dans la réalité, des enfants sont morts, des bibliothèques et des archives des universités ont brûlé, l'école de journalisme – l'une des plus anciennes de l'Afrique de l'Ouest – est saccagée, des supermarchés détenus par des Français et des stations d'essence ont été crémés! Une balafre hideuse sur le visage de la belle démocratie sénégalaise en péril. En embuscade, les menaces d'une déstabilisation du pays par des forces occultes, ce qui aurait de graves incidences sur la stabilité de l'Afrique de l'Ouest durement touchée par le terrorisme international qui essaie de s'y trouver un nid, au moment où justement le Sénégal et la Mauritanie vont devenir d'importants producteurs de gaz et de pétrole début 2024, année justement de la prochaine élection présidentielle prévue en février.

Les Sénégalais ont une certaine idée d'eux-mêmes et de leur histoire mais là, dur, dur, vraiment à avaler. Beaucoup parmi eux, notamment dans la diaspora, ne comprennent pas comment nous en sommes arrivés là. J'ai envoyé, comme on le fait très souvent entre compatriotes, des prières de paix aux frères, pour que le pays caractérisé par la joie de vivre revienne, pour que sa légendaire tolérance et son hospitalité – la teranga – refassent jour.

En me rendant à l'ONU, le lendemain, pour couvrir la 111e

session de la Conférence du travail qui se tient actuellement à Genève, jusqu'au 16 juin, je croise le regard de la délégation guinéenne. L'un d'eux, un ami, avec hésitation m'interpelle: «Mais. Qu'est ce qui se passe? On n'attendait pas ça du Sénégal!». Je réponds qu'il faut prier. Le lendemain, je déjeune au restaurant sénégalais Le Palmerin, aux Pâquis, alors que je finissais mon ceebu jën (riz au poisson, le plat national entré au patrimoine mondial de l'Unesco, quand une partie de la délégation du Mali arrive. Tout de suite et je ne sais

Beaucoup d'observateurs alertent depuis longtemps sur la montée dangereuse du discours de la haine et sur le pourrissement de l'espace public

comment, un monsieur pose la même question que notre frère de Guinée et, sans attendre une réponse, lance, magistral: «Si le Sénégal tombe, c'est toute l'Afrique notamment francophone qui tombe!». Je tressaillis, je sais de quoi il parle. De ce Sénégal, terre de paix, 7e contributeur mondial des forces de l'ONU pour le maintien de la paix, pays médiateur dans de nombreux conflits, Gambie, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Mali, jusqu'en Israël et Palestine etc.

De mémoire de journaliste sénégalais, le seul depuis plus de 20 ans accrédité au Palais des Nations

unies, à Genève, travaillant, en toute liberté, en toute dignité, j'ai le «Sénégal au cœur»; mais aujourd'hui notre pays fait l'objet de communiqués de presse de toute part appelant au «calme», à la «retenue», à des enquêtes sur la «mort» de manifestants, au «dialogue» etc.

C'est une première, pour un pays ancré dans la démocratie, pleinement engagé pour le progrès humain, malgré tous les défis et urgences auxquels il fait face. Ce Sénégal qui est très souvent appelé à aller éteindre des feux ailleurs, grâce au professionnalisme de ses magistrats et de ses forces de l'ordre, et à la qualité de ses ressources humaines. Notre pays est l'un des grands contributeurs des forces de paix dans le monde, et le pays le mieux élu pour occuper un siège au Conseil des droits de l'homme.

Monsieur le Président, n'est-il pas grand temps de parler avec votre peuple? Parler pour rassurer, parler pour apaiser et surtout parler pour ne pas laisser des profiteurs de situations propager les germes du chaos. Car nos cœurs sont meurtris!

Notre grand pays ne va pas sombrer, n'en déplaie à nos ennemis, et que nos amis s'en rassurent; mais hélas Monsieur le Président, notre pays, ce Sénégal éternel, inquiète, et à juste titre. Demain, c'est votre nom qui sera cité, pas celui de vos conseillers ou proches, ni même celui de vos opposants républicains ou radicaux. L'Histoire dira qu'en l'an 2023, le Sénégal ébranlé a eu, ou pas, un chef qui a pris, ou pas, les décisions ultimes qui sauvèrent le pays du naufrage! N'écoutez pas les voix de la haine. N'écoutez pas les voix partisans et courtisanes. Écoutez votre cœur d'homme.

Écoutez les voix de nos ancêtres. ■

Boris Johnson et le déclin du Parti conservateur

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

La crise qui vient d'éclater au sein du Parti conservateur britannique avec la démission de Boris Johnson de son mandat de député couvait depuis qu'il a été évincé de son poste de premier ministre en juillet 2022. Elle revêt un double aspect: la Commission des privilèges de la Chambre des communes a jugé que les menaces de Johnson au parlement au sujet des fêtes illégales qu'il a organisées à Downing Street et aux Chequers en plein covid méritaient d'être sévèrement sanctionnées. Et Johnson accuse le premier ministre actuel de ne pas l'avoir défendu devant cette commission, où les conservateurs sont majoritaires. Johnson reproche également à Rishi Sunak d'avoir trafiqué la liste qu'il lui avait soumise, selon l'usage, pour récompenser ses collaborateurs et ses alliés en les faisant accéder à la Chambre des lords. Le premier ministre s'en défend, mais la présence de trois députés sur cette liste le gênait. Enfin, dans sa lettre de démission, Johnson s'en prend vivement à la ligne politique suivie par son successeur.

Deux collègues ont suivi Boris Johnson en se retirant à leur tour brusquement de la Chambre des communes. Il s'ensuit que trois élections partielles auront lieu le mois prochain, ce que Sunak voulait précisément éviter, car il n'est pas sûr de conserver ces sièges.

Cet épisode illustre le déclin du Parti conservateur, au pouvoir depuis 2010. Le parti est usé, divisé, discrédité et en fin de course: il ne parvient pas à se renouveler et il est probable que les conservateurs perdront leur majorité lors des élections générales de l'année prochaine.

En fait la vie politique britannique se caractérise par une grande instabilité. Cinq premiers ministres se sont succédés au cours des huit dernières années. Boris Johnson a provoqué la chute de trois d'entre eux: celle de David Cameron, de Theresa May et... la sienne propre! Ce qui frappe les politologues, c'est l'indifférence qui se répand parmi les électeurs, fruit de la lassitude. Le Brexit promettait des résultats enchanteurs: au lieu de quoi, l'inflation ronge les salaires, montant jusqu'à 17% pour la nourriture; les perspectives de croissance sont aussi faibles qu'avant la sortie du Royaume-Uni de l'UE, l'immigration augmente sans discontinuer et la situation économique a empiré. Le Grand Londres se développe plus vite et plus fortement que le reste du Royaume, creusant les inégalités économiques et sociales entre les régions. Lors des élections générales de 2019, les électeurs du Labour au-delà du «mur rouge» du nord des Midlands et de l'Angleterre ont voté pour Boris Johnson, à la fois pour en finir avec le Brexit et parce qu'il disait vouloir investir dans les infrastructures et les services sociaux du nord du pays, projets non réalisés. Ils s'en repentent aujourd'hui.

Les travaillistes ont donc toutes les chances de former le nouveau gouvernement, au plus tard à la fin de l'année prochaine. Sir Keir Starmer, leur leader, intelligent, solide, prudent et terne n'est que marginalement moins impopulaire que Sunak. La question est plutôt de savoir si le Labour gouvernera seul, avec un gouvernement minoritaire – certains prédisent déjà un parlement sans claire majorité – ou en coalition avec les libéraux et, le cas échéant, les Verts. Les élections partielles de juillet donneront des indications à cet égard. Le fait qu'en une législature les conservateurs passent d'une majorité de 80 voix en 2019 (elle n'est plus que de 64 aujourd'hui) à l'opposition est en lui-même révélateur du désarroi des électeurs et de l'instabilité inhabituelle du système politique.

Le premier ministre Rishi Sunak a-t-il encore la possibilité de renverser la vapeur? En 1992, la plupart des commentateurs donnaient John Major pour perdant: or il l'a emporté de trois courtes têtes, bénéficiant de l'élan résiduel qu'avait suscité Margaret Thatcher à laquelle il a succédé. Mais les circonstances ne sont pas les mêmes aujourd'hui, le Parti conservateur est plus divisé. Boris Johnson – qui avait offert d'enterrer la hache de guerre si sa liste de candidats à la Chambre des lords passait intégralement – est à la manœuvre pour faire tomber son quatrième premier ministre. ■

Demain, tout le monde dans la rue!

CARTON ROUGE



VALÉRIE PILLIER CARRARD
CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/FR),
VICE-PRÉSIDENTE DU PS SUISSE ET
PRÉSIDENTE DE PRO FAMILIA SUISSE

Le 14 juin 2019 a clairement renforcé mon combat pour l'égalité. Je participais alors à ma première grève féministe. Ce jour-là, j'ai ri, pleuré, échangé, discuté avec une foule de personnes, je n'avais encore jamais vu autant de gens participer à une manifestation à Fribourg. Une énergie positive et solidaire se dégageait de cette marée humaine, qui a fait entendre son attente de réels changements en scandant des revendications simples et concrètes. Ce jour-là, j'ai senti que j'avais une responsabilité face à toutes ces femmes, que je voulais être leur relais, leur porte-voix au parlement.

La journée de demain est primordiale pour l'avenir de notre société. Car en 2023, malgré tous les combats qui ont déjà été menés, l'égalité entre hommes et femmes n'est toujours pas une réalité. Les changements de mœurs nécessitent des décennies entre l'acceptation de

l'article constitutionnel sur l'égalité par le peuple en 1981 et son application effective dans la vie quotidienne, c'est-à-dire l'absence de discriminations à l'égard des femmes. On en est bien loin.

Lorsque le 14 juin 1991, un demi-million de personnes sont descendues dans la rue, c'était pour revendiquer l'égalité salariale, le partage des tâches entre hommes et femmes, une réelle assurance maternité et des avancées en matière d'AVS et d'assurances sociales. Trente-deux ans plus tard, le seul vrai progrès est l'assurance maternité, entrée en vigueur en 2005.

Se mobiliser pour l'égalité est une nécessité, car les droits acquis sont sans cesse remis en cause

Aujourd'hui, où en sommes-nous? Avec l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, notre situation s'est dégradée. Les rentes sont toujours plus soumises à l'inflation, alors que les rentes des femmes sont encore d'un tiers inférieures à

celles des hommes. La conciliation des vies professionnelle et familiale s'améliore très lentement, notamment grâce au développement du réseau d'accueil extrafamilial, mais les femmes restent les principales responsables de la prise en charge non rémunérée des enfants et des proches nécessitant des soins, avec des répercussions négatives sur leurs revenus, et donc sur leurs rentes vieillesse.

Si, en 2019, la grève féministe a à nouveau été suivie par 500 000 femmes et hommes en colère, c'est notamment parce que la différence salariale entre les sexes avait recommencé à augmenter. Aujourd'hui encore, les femmes sont les reines des emplois les moins bien rémunérés. En incluant le travail bénévole, les femmes effectuent autant d'heures de travail que les hommes, mais gagnent 18% de moins – 1500 francs en moyenne –, 48% de cette différence étant inexplicée et donc discriminatoire. Cette injustice a assez duré!

Pour rétablir l'équilibre, il s'agit entre autres d'améliorer le contrôle de l'égalité salariale, en abaissant à 50 employé-es le seuil à partir duquel les entreprises sont tenues d'analyser leurs salaires, d'instaurer des salaires minimums, d'augmenter les salaires dans les domaines des soins, de l'assistance à la personne ou du commerce de détail où les femmes sont surreprésentées,

et de reconnaître la valeur du travail non rémunéré en accordant de meilleures rentes aux femmes qui en sont les principales actrices.

Depuis 2019, c'est peut-être au niveau de la lutte contre la violence domestique et sexuelle que les choses ont le plus progressé, avec la prise de conscience que les femmes sont très souvent victimes de harcèlement, voire de violence au sein même de leur couple. N'oublions pas que dans notre beau pays, une femme meurt toutes les deux semaines de la violence domestique, et que derrière ces chiffres de terribles drames se jouent: le mois dernier en l'espace de quatre jours, deux femmes ont été poignardées à mort par leur compagnon, à Vevey et Lausanne.

Demain, mobilisons-nous et descendons dans la rue pour l'égalité! C'est une nécessité, car les droits acquis sont sans cesse remis en cause, comme en témoignent notamment les attaques de l'UDC contre le droit à l'avortement. En 1974, Simone de Beauvoir soulignait déjà: «N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis, vous devrez rester vigilante votre vie durant.» ■

Chaque mardi, «Le Temps» donne tour à tour la parole à six politiciens romands de différents partis et cantons.